



Déclaration Liminaire à l'occasion de la 1^{ère} rencontre avec la Ministre des Armées du 12 juin 2017

Madame la Ministre des Armées, Mesdames, Messieurs,

La CGT vous rencontre aujourd'hui, à votre demande, au lendemain du premier tour des législatives qui a connu un taux d'abstention jamais atteint. Effectivement un électeur sur deux ne s'est pas déplacé aux urnes, ce qui n'est pas un bon signe pour notre démocratie.

La CGT abordera dans cette déclaration un certain nombre d'affirmations, d'interrogations et de revendications.

En premier point il paraît important de réaffirmer ici la vision de la CGT sur l'élection présidentielle. Pour la CGT c'est bien au premier tour que les électeurs choisissent leur candidat "de cœur". Ce qui veut dire que seulement 24% des suffrages exprimés plébiscitaient Mr MACRON soit environ 8,7 millions de Français dans un pays qui en compte presque 67 pour 47 millions d'inscrits. Inutile de se glorifier du score du deuxième tour, bien loin de celui de Mr CHIRAC en 2002, car il s'agit bien d'un vote par défaut de citoyens responsables qui ne souhaitent pas voir notre pays retomber dans les années sombres du régime de Vichy. La CGT affirme que ce sont toutes les politiques ultralibérales menées depuis 2002 et celles d'avant, auxquelles l'actuel président a participé lors du mandat HOLLANDE qui permettent à ce parti nauséabond et fasciste de se hisser au second tour.

A propos de notre ministère, hautement régalien à nos yeux, pourquoi ce changement de nom ? Quid du secrétariat d'état chargé des anciens combattants et de la mémoire ? Le devoir de mémoire si cher à la CGT ne serait-il plus dans notre ministère ? Le périmètre, les prérogatives de ce ministère restent - elles identiques ? Le président Macron, chef des armées, qui se déclare jupitérien souhaiterait-il, comme on l'a connu par le passé, être l'hyper président de la France en voulant tout contrôler ?

Concernant la place de la France dans le commandement intégré de l'OTAN, le général De Gaulle nous en avait sorti, monsieur Sarkozy nous y a remis et monsieur Hollande qui promettait de nous en ressortir dans son programme, n'a pas tenu sa promesse de campagne de 2012. Pour la CGT, la position est on ne peut plus claire, la France n'a rien à faire dans le commandement intégré de l'OTAN, servant de bras armé des Etats-Unis sous l'égide de TRUMP que maintenant le monde entier connaît, quelle est la vision du ministère et du nouveau gouvernement ?

Au sujet des ventes d'armes, celles-ci ont explosées ces dernières années, ce qui fait le bonheur des PDG et actionnaires à la tête des industries d'armement françaises. Le VRP et marchand de canons LE DRIAN a passé un mandat sous l'étiquette "socialiste" à démarcher en grande majorité des pays peu fréquentables. Continuera-t-il sous sa nouvelle étiquette "En marche" en étant ministre de l'Europe et des affaires étrangères ?

Pour vous madame La Ministre et par ailleurs eurodéputée, vendre des rafales

Déclaration Liminaire

**Fédération nationale
des travailleurs de l'État**

263 rue de Paris - Case 541
93515 Montreuil Cedex
Tél. 01 55 82 89 00 Fax 01 55 82 89 01
Mail : trav-etat@cgt.fr

au Qatar et des navires de guerre à l'Arabie saoudite ou à l'Egypte est-elle la même chose que de vendre des sous-marins à l'Australie ? Pour la CGT, c'est clairement NON.

Sachez qu'aujourd'hui, des travailleurs d'un chantier égyptien que DCNS encadre sont en prison depuis plus de 4 mois pour avoir revendiqué et manifesté pour de meilleures conditions de travail et des augmentations de salaire. Ces choix politiques en matière d'armements pour toujours plus d'exportations et de transferts de technologies sont un danger pour la France. La France doit-elle continuer à vendre des armes à des pays qui ne respectent pas les droits de l'homme, la CGT rappelle que les armes ne sont pas des marchandises comme les autres. La CGT profite de cette rencontre pour vous demander une entrevue afin d'aborder les questions industrielles au sein du ministère.

Au niveau européen et à l'heure où le PDG de DCNS ne pense qu'à changer le nom et la raison sociale de l'entreprise pour soi-disant rompre avec les 400 ans d'histoire des arsenaux, dont il se glorifie parfois. Pour la CGT la création d'une Europe de la défense avec un fond européen spécifique est un piège qui ne fera le bonheur que des actionnaires et des PDG des industriels de la défense. C'est un piège pour la souveraineté, l'économie et l'autonomie de la France et de ses compétences à ingénieur, étudier, fabriquer et déconstruire ses matériels. D'ailleurs GIAT/NEXTER devenu KNDS en fait les frais aujourd'hui. Cette Europe telle que les financiers la conçoivent ne fera qu'accroître le dumping social, le chômage et le mal être des salariés.

Face à cette volonté de détruire au lieu de reconstruire et là la CGT pense aussi à la réforme du statut d'ouvrier de l'Etat de fin d'année dernière, la CGT propose et revendique un Pôle Public National de Défense. La France doit garder ses moyens industriels pour répondre aux besoins de ses forces armées, sous peine de perdre son indépendance et sa souveraineté. En partant de la réalité des différents acteurs du ministère, de la diversité de statuts juridiques, des statuts et garanties collectives des salariés qu'il emploie, l'objet du Pôle Public National de Défense est de conforter les atouts de la France au service d'une défense nationale suffisante et non-agressive, en participant activement au maintien de la sécurité en France et en Europe. C'est la seule alternative à la politique de marchandisation de la Défense menée depuis des années. Voilà une proposition concrète face à l'état d'urgence permanent dans notre pays.

Dans une récente interview donnée au Figaro via "Le TALK", vous affirmer je cite " vouloir casser certaines facilités industrielles françaises", "opérer des restructurations", " faire des choix de comptabilités", "privilégier des consortiums dans lesquels les français ne sont pas toujours leaders". Jusqu'où allez-vous désindustrialiser la France et mépriser les travailleurs de ce secteur ? Aujourd'hui à cause et par les politiques menées jadis, de nombreuses manufactures ont mis la clef sous la porte. En exemple la France ne fabrique plus ses munitions de petits calibres désormais achetées à Israël, ni son fusil d'assaut le FAMAS désormais acheté en Allemagne.

Optimiser les secteurs industriels de la défense qu'ils soient terre, air ou mer dans une Europe des industriels de la défense n'est qu'une opération financière dans laquelle le pays laissera des plumes. Malheureusement ceux qui y perdront le plus sont encore les personnels civils comme militaires du ministère. En termes de budget, vous affirmez vouloir atteindre les 2% du Produit Intérieur Brut pour 2025. Pourquoi cet objectif et pour qui ?

Ce budget servira-t-il enfin les revendications des personnels en ce qui concerne l'emploi, les salaires, les recrutements, les retraites, l'amélioration des conditions de travail, ou encore pour l'éradication des Risques Psycho Sociaux ? Comment ce budget est-il calculé ? Est-ce simplement pour répondre à une directive de TRUMP concernant l'OTAN ou pour enfin satisfaire les légitimes revendications sociales des personnels ? Le ministère et ses personnels qui en font sa richesse sont déjà des poly restructurés, poly réorganisés, poly déplacés, poly abimés. De nombreuses familles ont été déchirées par cette violence sociale. Les personnels du ministère ont subi le plus grand plan social jamais connu dans une entreprise privée française par la suppression de dizaines de milliers d'emplois. Nous avons subi le plan Sarkozy / Morin poursuivi par le plan Hollande / Le Drian, y aura-t-il un plan Macron / Goulard ?

Voilà, Mme La ministre, pour la CGT et pour cette première rencontre, un rapide tour d'horizon.

Merci de votre attention.